

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE



# ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 78 • Septembre-octobre 2014

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie  
P.P.  
40-49 LIÈGE X  
P 204082



*Être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ;  
c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres.*

Nelson Mandela

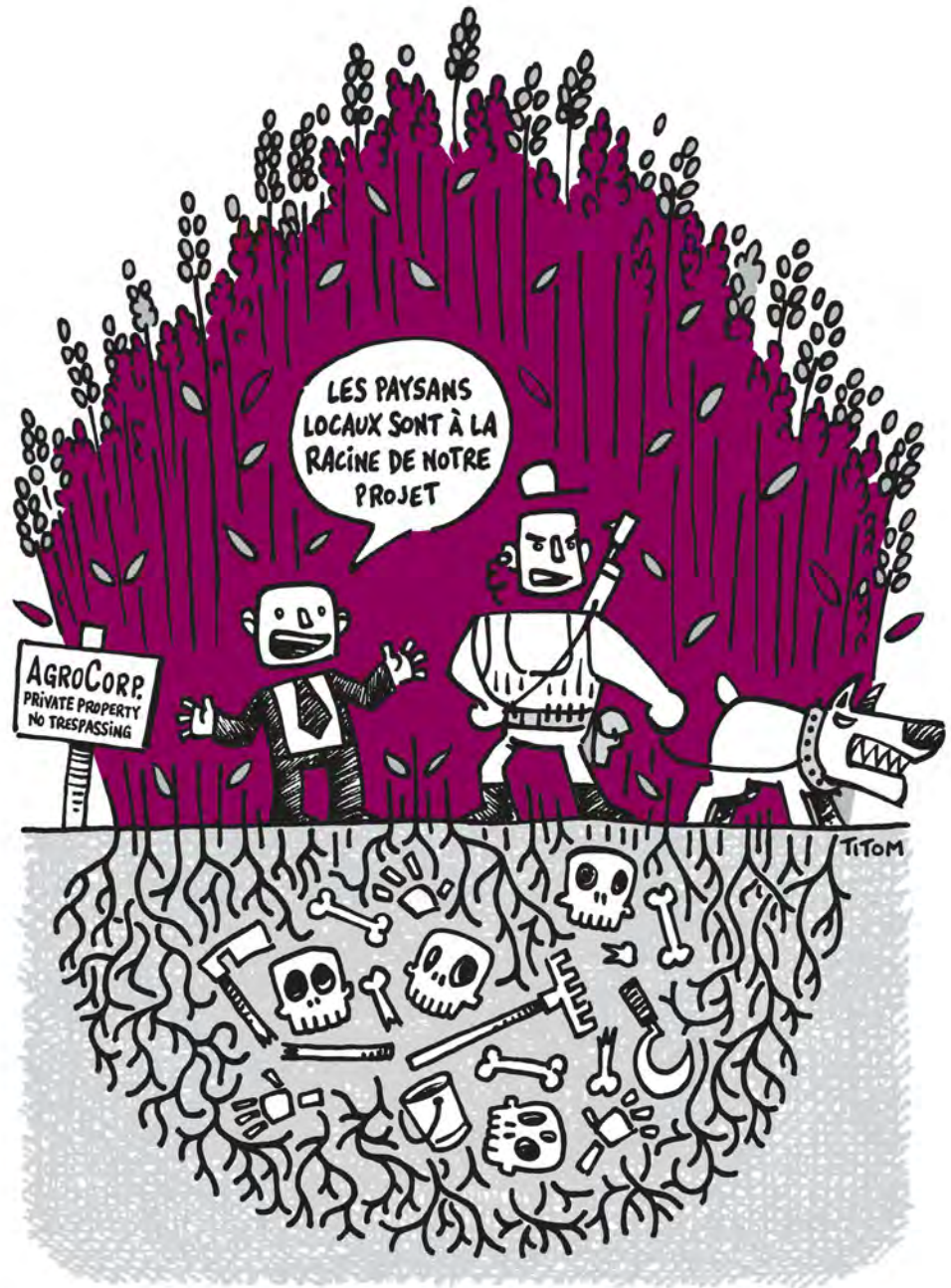


Illustration de TiTom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd/2.0/be



## Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,  
Rue du Beau Mur, 48  
4030 Liège  
Tél : 04 349 19 02  
info@liege.attac.be  
[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)

### Cotisations

→ 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 1,25 euros/deux mois\*)

→ 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois\*)

→ 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois\*)

\* si vous optez pour l'ordre permanent

Compte bancaire  
N° BE70 0013 3246 2425

### SOMMAIRE

Édito	p.2
Dette publique	p.3
Zacharie	p.4
Nucléaire	p.4
Ukraine et médias	p.5
OTAN et F16	p.7
'Tax Justice Day'	p.7
Théâtre action	p.8
Poison quotidien	p.9
Mauvais genre	p.9
Agences de notation	p.10
Bibliothèque	p.11
Sauver Aden	p.11
Agenda	p.12

### Kamiquoi ?

C'est encore l'été. Au fédéral, avec l'appui (mais si, hélas) d'une majorité d'électeurs dans le pays, certains nous emballent une «suédoise» qui aura tout pour plaire au patronat. Mais les mesures d'austérité ne sont pas l'apanage d'une formation ouvertement de droite. Les gouvernements wallon et de la Fédération WB se présentent comme plutôt à gauche, non ? Pourtant des réductions de dépenses publiques sont déjà annoncées, notamment dans l'enseignement. Retraites écornées et retardées ? Contrôle 'activant' des chômeurs ? Extension de la sphère de la précarité ? Et ces métèques qui nous envahissent ? Chez eux, du balai. Tout ce dont vous avez rêvé et plus encore. Même si en toute lucidité un raisonnement élémentaire montre combien chacune de ces mesures est absurde, même et d'abord d'un point de vue économique. Plusieurs de nos groupes de réflexion explorent cet espace au carrefour du social, de l'économique et du politique, sous l'un ou l'autre éclairage. C'est le ciné-débat à Verviers, avec Mateo Alaluf qui en sera le coup d'envoi.

### Dent pour dent ?

Israël est un État menacé. La preuve : trois jeunes gens ont été trucidés. Œil pour œil... Seulement il va de soi qu'il y a un coefficient de multiplication à deux ou trois zéros. Comme il n'est pas question de massacrer des innocents, Tsahal prévient les occupants des bâtiments qu'elle va pilonner. Un SMS quelques minutes avant le bombardement. Soit vous vous encourez, soit vous devenez une cible terroriste... Comment ne pas clamer notre indignation ? Et rappeler qu'il y a aussi des Israéliens indignés, sans parler des Juifs progressistes partout dans le monde. Et saluer le courage de l'Union des Progressistes juifs de Belgique, qui s'associe aux protestations et se fait traiter de traître...

### Europe en paix ?

Du centenaire de 1914 au débarquement de Normandie, nos médias nous inondent d'idées reçues et de désinformation. Propagande et culture de guerre sont là pour nous formater afin de percevoir l'intervention militaire comme une réponse inévitable. La présentation de la crise économique et politique en Ukraine révèle une dérive médiatique inquiétante. Au lieu de donner des éléments d'analyse, on nous présente une dichotomie simpliste avec les bons Occidentaux derrière l'OTAN et les méchants Russes qu'il faut sanctionner économiquement... pour préparer et/ou justifier une intervention plus musclée... ? Un article d'Éric Nemes nous en parle plus en détail.

### Partenariats ?

Si nous commençons à comprendre les conséquences du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance, s'il est de plus en plus question des accords transatlantiques (souvent en oubliant l'accord UE-Canada, qui n'est pas moins menaçant), nous soulignons surtout, et à juste titre, l'absence de normes sociales et environnementales aux États-Unis, qui risque de se retourner contre nos conventions européennes. Un autre aspect, tout aussi inquiétant vaut d'être mis en lumière : en matière de réglementation bancaire, ce sont les États-Unis qui sont plus avancés, et l'Union européenne qui va, pour le plus grand bonheur des banques privées, chercher à imposer son laxisme. Le livre d'Éric Toussaint sur les banques, leur pouvoir et la complicité des politiques, *Bancocratie* sera présenté deux fois à Liège à la rentrée, dont le 9 novembre à la Foire du livre politique.

### Payer ses dettes ?

Les dettes gonflent, nous répêtons ; les déficits se creusent. Ah oui ? Et pourquoi ? Et qui doit les payer ? L'audit citoyen se poursuit à différents niveaux. Aux travaux de re-

.../...

.../...

cherche et de sensibilisation des comités locaux, nous ajoutons des ciné-débats sur la situation en Grèce, sur Dexia...

### Météorite ?

Et même certains jours, il fait très chaud. Surtout en Sibérie. Le permafrost, cela vous dit quelque chose ? Eh bien, non, le gel n'y est plus permanent. Un immense cratère dans la toundra est vraisemblablement le résultat de la libération de gaz qu'il contenait. Rassurant, n'est-il pas ? La détérioration accélérée de l'équilibre naturel comme conséquence de notre mode de production et de consommation est le thème central de l'ouvrage signé par Renaud Dutermé et Éric De

Ruest ; ce dernier viendra nous le présenter le 9 octobre, dans le cadre de la Fureur de lire.

### Poisons dans nos assiettes ?

C'est encore l'été, et le temps des moissons. Moissonneuses-batteuses dans des tourbillons de poussière, récoltes empestant le pesticide. Jusque quand ? Cette façon de cultiver tue les sols, et nous tue plus ou moins rapidement (voir l'article *Notre poison quotidien*). «Ceux qui meurent de faim sont ceux qui cultivent la terre.» C'est inacceptable, mais également, égoïstement, pour nous-mêmes, pour notre avenir, pour préserver / retrouver la possibilité de faire pousser des aliments sains.

Ce mouvement, aux formes multiples, pour un retour à une agriculture respectueuse et de proximité est probablement le type d'engagement qui a le plus de succès auprès des jeunes. ATTAC s'en préoccupe de longue date et relance cet automne un cycle de formation sur le thème de la souveraineté alimentaire (contre la spéculation sur les denrées alimentaires).

C'est la fin de l'été : nous nous retrouvons tout bientôt pour les activités de la rentrée, conscients que ce ne sont pas les activités qui comptent, mais ce que nous aurons pu transmettre d'enthousiasme et de détermination.

## CHRONIQUE : Illégitime notre dette publique ?

Broc

### Où est passé l'intérêt de la population ?

**A**u sortir de la guerre, l'État s'endettait pour investir dans la reconstruction des infrastructures d'utilité publique. C'était la politique de relance keynésienne. Mais, depuis près de 40 ans, l'investissement n'a plus la cote. L'heure est plutôt au démantèlement des infrastructures publiques, à la rationalisation, à la «compression» des coûts du personnel.

L'austérité, oui, mais pas pour tout le monde ! Les inégalités vont croissant : en Belgique, 40 % de la popu-

lation se partage moins de 5 % de la richesse pendant que les 20 % les plus riches en détiennent + de 60 % (voir graphique).

À la suite de la crise de 2008, ce sont près de 35 milliards d'euros qui sont injectés par l'État pour sauver les banques. Somme qu'il a bien fallu emprunter... devinez à qui ? « Trop grosse pour tomber » disaient-ils alors. « C'est dans l'intérêt de la population. On ne peut pas laisser tomber le petit épargnant ». Dès lors que l'on prétend que la charge de la dette est « incompréhensible », il serait dans notre intérêt de nous serrer la ceinture pour

rembourser et payer des intérêts aux banques à qui nous avons déjà donné beaucoup !

La population n'aurait-elle pas eu meilleur intérêt à ce que nos gouvernants laissent tomber les banques tout en garantissant la petite épargne ? N'aurions-nous pas intérêt à nationaliser et socialiser les banques ? L'intérêt de la population ne serait-il pas que l'État emprunte directement auprès de la BCE à moins de 1 % d'intérêt plutôt que passer par l'intermédiation juive des banques privées ? Enfin, ne devrions-nous pas déclarer illégitime et refuser de payer cette dette de 35M d'euros au vu de l'intérêt douteux pour la population ?\* « Nous devons sauver les citoyens et non pas les banques » dit Pepe Mejia, du parti Podemos !

(Prochaine chronique : Avec le consentement de la population ?)

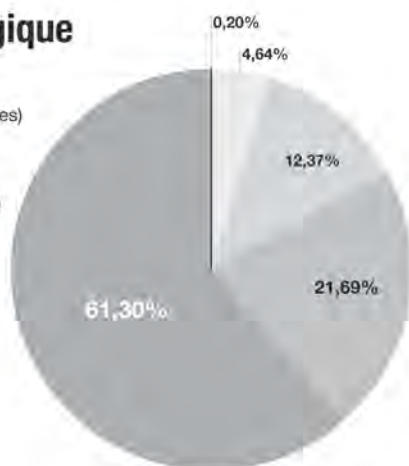
\* Voir, par exemple : « Annuler la dette ou taxer le capital : pourquoi choisir ? », par E. Toussaint, P. Saurin et T. Coutrot, octobre 2013, sur <http://cadtm.org>

### Les inégalités en Belgique

Parts du patrimoine détenu par le

- 1er quintile (les 20% les plus pauvres)
- 2e quintile
- 3e quintile
- 4e quintile
- 5e quintile (les 20% les plus riches)

Source : BNB, Le Soir du 5 juin 2013



# MONDIALISATION, QUI GAGNE, QUI PERD ?

## en écho à un exposé d'Arnaud Zacharie

**N**otre encore bien jeune co-fondateur, aujourd'hui secrétaire général du CNCND, Arnaud Zacharie nous a présenté une belle synthèse de son impressionnante recherche sur la mondialisation et l'état du monde actuel. (Le diaporama en ligne sur le site d'ATTAC-Liège propose des tableaux très clairs et des dessins de Kroll.)

Parmi les causes de la crise, il épingle

1. l'éclatement du processus de production au sein d'entreprises transnationales qui localisent chaque étape là où les conditions sont les plus favorables, ceci face à des pouvoirs publics et des syndicats liés à un pays, ce qui crée un rapport de force asymétrique ;
2. la baisse de la part des salaires dans la richesse produite ;
3. l'instabilité financière, liée à trois mutations majeures (libéralisation commerciale et financière ; arrivée massive de travailleurs ; révolution informatique) ;
4. l'épuisement des ressources naturelles et le changement climatique.

Les bulles financières qui se sont succédées depuis les années 1970 et la fin de la réglementation instaurée par les accords de Bretton Woods en 1944 ont débouché sur des mesures d'austérité qui ne font qu'approfondir l'endettement.

Les gagnants de la mondialisation sont d'une part la classe moyenne des pays émergents et d'autre part le décile le plus riche (0,7 % de la population détient 41 % des richesses). Les perdants sont beaucoup plus nombreux : le décile le plus pauvre (près de 70 % de la population dispose de 3 % des richesses) mais aussi la classe moyenne des pays occidentaux dont le revenu réel ne cesse de baisser (chantage à l'emploi, précarisation...). Le rêve du PDG d'Alcatel (une usine sans usine et sans salariés) est en passe de se réaliser.

Les pistes alternatives, nous les connaissons, mais elles demandent un grand courage politique. Il faudrait

1. un nouveau système de réglementation bancaire et financière à commencer par la séparation des métiers de la banque, telle qu'elle existait jusqu'à la privatisation de

la CGER et du Crédit communal, or tout au contraire, sous l'influence des lobbys, les créances douteuses ont doublé depuis 2008 ;

2. une véritable répartition des richesses en (ré)instaurant des normes sociales avec des salaires minimum régionaux et la liberté syndicale, et en taxant lourdement tout revenu qui dépasserait un rapport de 1 à 10 ou de 1 à 20 (ceci en établissant parallèlement un système d'échange automatique d'informations fiscales) ;
3. une transition écologique indispensable et urgente, qui doit être perçue comme une opportunité plutôt que comme une contrainte, un changement comparable à la «révolution industrielle» ;
4. une agriculture locale assurant la souveraineté alimentaire ;
5. une véritable démocratie à tous les niveaux, y compris international.

## FERMETURE DE CENTRALES – le cas de Fessenheim

**L**a plus ancienne, donc la plus vétuste, des centrales nucléaires en France, celle de Fessenheim, sera sans doute bientôt fermée. EDF parle de conséquences apocalyptiques sur l'emploi. Or c'est tout le contraire. Nous lisons, dans un article publié sur le site «Sortir du nucléaire» :

«Quels que soient les chiffres retenus, de nombreux travailleurs sont [effectivement] concernés par Fessenheim... Mais il est abusif de prétendre que la fermeture de la centrale les condamnera au chômage... Cela pourrait constituer l'occasion, pour le fournisseur d'énergie, de prouver qu'«EDF Énergies Nouvelles» n'est pas

qu'un slogan !... En effet, un soutien déterminé à une vraie transition énergétique permettrait de créer de nombreux emplois régionaux dans la rénovation des logements, les transports doux, le développement des énergies renouvelables, la gestion de la ressource forestière... Des études de «reconversion» effectuées... tablent ainsi sur la création de plus de 10 000 emplois par région à l'horizon 2020 grâce aux alternatives».

«Cette centrale vétuste et dangereuse représente une verrue au cœur d'une région européenne dynamique et peuplée. Dans un rayon de 30 km, on dénombre déjà plus d'un million d'habitants et des ag-

glomérations comme Colmar, Mulhouse et Fribourg en Brisgau, importante ville universitaire. Bâle, capitale culturelle de la Suisse, n'est qu'à 40 km ; Strasbourg, siège du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe, à 100 km. Si survenait un accident obligeant à l'évacuation de la région (7.300.000 habitants dans un rayon de 100 Km), de nombreuses activités seraient ainsi menacées. Que deviendraient, par exemple, les 7000 salariés de PSA à Mulhouse et leurs familles – soit plus de 25.000 personnes ? La fermeture de la centrale est donc une condition indispensable pour garantir l'avenir de la région !»

# PEUT-ON ESPÉRER UNE EUROPE QUI CONSTRUISE LA PAIX ?

Éric Nemes

**D**u centenaire de 1914, au débarquement de Normandie, nos médias nous inondent d'idées reçues et de désinformation. Propagande et culture de guerre sont là pour nous former afin de percevoir l'intervention militaire comme une voie inévitable aux crises ; de percevoir la nécessité de renforcer notre arsenal militaire dans le cadre de l'OTAN et cela en outre, avec une diplomatie européenne faible et à la traîne de l'OTAN.

## L'Ukraine derrière le masque médiatique

Paul Delmotte\* nous livre quelques clés de compréhension qui nuancent la version officielle de la presse traditionnelle et lève le voile sur l'effarante dérive simplificatrice des médias sur le sujet.

### Amnésie géopolitique

Zbigiev Brzezinski\*2 nous l'avait exposé très clairement : « L'Ukraine dictera ce que sera ou ne sera pas la Russie à l'avenir »... L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe, à la fois par son importance économique, démographique, territoriale – stratégique. Aux confins de l'Europe et disposant d'une façade sur la mer Noire, l'Ukraine est un 'pivot géopolitique' pour Moscou.

### ... Et historique

La Crimée n'était russe que depuis 1783 et a été donnée à l'Ukraine en 1954. Dès 1990, le Parlement de Crimée (Soviet suprême) avait demandé d'annuler la décision de transfert de la Crimée à l'Ukraine. Seule alors la modération de la Russie de Eltsine avait évité la séparation, que 93 % de la population réclamait par référendum.

### Maïdan : un parti pris évident

Les interventions occidentales aux côtés des révolutionnaires de la place Maïdan ont suscité bien moins d'interrogations que les ingérences russes. Plus grave, une information communiquée par le chef de la diplomatie estonienne à Mme Ashton indique que, de source médicale, le même type de balles était utilisé par les snipers qui ont tirés sur les policiers et sur les manifestants ! Pas d'enquête,

mais un black-out sur cette fusillade qui a précipité la chute de Ianoukovitch et « légitimé » un gouvernement dont certains membres ont des liens déclarés avec des organisations fascistes et néonazies.

### Gros bras : pas uniquement à l'Est

Les miliciens pro-russes ont bénéficié d'une couverture médiatique attentive. Rien de pareil pour ceux qui avaient écumé les régions occidentales du pays, tabassant les partisans du Parti des Régions et du Parti Communiste et incendiant leurs permanences.

Sébastopol, d'un point de vue géostratégique, c'est un peu comparable à Gibraltar.

Ce rocher au bout de l'Espagne appartient à la Couronne britannique et permet de contrôler la méditerranée. C'est une base utilisée régulièrement par l'Otan.

Gibraltar est dans la liste de l'ONU des territoires à décoloniser.

À Sébastopol, la présence Russe était établie sur base d'un contrat avec l'Ukraine. Contrat prévoyant une rente annuelle de 100 millions de dollars (74 millions d'euros) de 30 ans (prolongé de 2017 à 2042) qui permet à la flotte Russe de 'contrôler' la Mer Noire. La reprise de la Crimée par la Russie en mars 2014 amende vraisemblablement la prolongation de ce contrat.

**Voici pour suivre** une synthèse de l'excellent dossier\* *Ukraine - convoitée et déchirée* de Jean-Marie Chauvier, qui y a séjourné comme journaliste, notamment en 1966 et en 1991-92 au temps de la dislocation de l'URSS.

### L'Ukraine dans sa diversité, sa complexité de 1991-92

À l'Ouest, la Galicie anciennement polonaise, plus rurale, était agitée par des questions ethniques, lin-

L'Ukraine est le deuxième pays d'Europe par sa superficie.

Population totale (2011) : 45 778 534 hab. Classement mondial : 27e . Densité : 76 hab./km<sup>2</sup> <http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Ukraine>

guistiques, religieuses et était majoritairement favorable à la sortie de l'Union Soviétique. Il y découvre d'anciens partisans de Bandera qui ont fait cause commune avec des anciens de la collaboration nazie. Plus au Sud, en Transcarpatie, règne une bonne entente entre Ukrainiens, Hongrois et Russes. À Odessa, l'ambiance est aussi paisible et attentiste. Au centre, à Kiev, l'agitation est bien là, dominée par le souci des élites soviétiques de construire un État indépendant, avec les conseils d'experts, notamment de la fondation Soros.

À l'Est, dans le bassin industriel du Donbass, s'imposent des préoccupations économiques et sociales, la peur du chômage suite à une dislocation des liens économiques avec les industries de l'ex-URSS voisines (charbon, acier, aéronautique, ...) Au référendum du 17 mars 1991, une écrasante majorité de l'Est et du Sud s'était prononcée pour le projet Gorbatchev d'Union réformée.

Vingt ans ont passé et n'ont pas démenti la diversité. Aujourd'hui l'élection et la démission de Porochenko est portée par une volonté d'autonomie accrue pour certains, de fédéralisme pour d'autres et de séparatisme pour quelques minorités.

L'Ukraine se trouve au croisement de civilisations et de peuples asiatiques (turco-tartares, finno-ougriens, sibériens) et européens. Le territoire s'est constitué au cours de l'ère soviétique mais la partie occidentale n'a été intégrée qu'en 1939 et surtout après 1945, suite à Yalta, et dans les conditions dramatiques de la terreur stalinienne. En 1991, la volonté l'emporte de souder l'unité nationale par l'ukrainisation. L'ukrainien est reconnu

.../...

# PEUT-ON ESPÉRER UNE EUROPE QUI CONSTRUISE LA PAIX ?

comme seule langue officielle alors que la moitié du pays parle russe.

La fracture est-ouest s'est vérifiée dans les engagements au cours de la seconde guerre mondiale. C'est en Galicie ex-polonaise, que se situe le berceau du nationalisme radical ukrainien en lutte contre le régime polonais, et que se sont formées les armées et structures de collaboration avec l'Allemagne nazie. Les journalistes occidentaux sympathisants de l'Ukraine « orange » réhabilitent souvent les 'bandéristes' en procédant à un quadruple camouflage. Ils oublient de préciser que :

l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) repose sur l'idéologie du peuple-race,

la « légion ukrainienne » se retrouvait dans les bataillons de la Wehrmacht, la Division Galitchina dans les Waffen SS,

la proclamation de l'État ukrainien indépendant en juin 41 jurait fidélité au IIIe Reich,

les 'bandéristes' ont participé aux expéditions des polices nazies, aux pogroms, au judéocide, au génocide des tziganes et à l'extermination de Polonais de Volhynie.

C'est dans le Centre et l'est soviétique que la résistance antifasciste est la plus active. Tous les 9 mai, la population commémore la victoire sur le fascisme. Environ 7 millions d'Ukrainiens auraient combattu au sein de l'Armée Rouge. Bref, à l'Ouest la mémoire est partiellement nationaliste, et à l'Est, elle est massivement antifasciste.

## Rôle de l'extrême-droite place Maïdan

L'extrême-droite joue un rôle important dans l'encadrement paramilitaire de Maïdan. Et un rôle décisif dans le soulèvement insurrectionnel des 18-22 février 2014. Après plusieurs jours d'accalmie, alors qu'un compromis était en vue, les forces radicales partaient à l'assaut des bâtiments officiels et le 20, ce fut un bain de sang inauguré par des tirs de snipers dont l'origine reste un mystère. Ianoukovitch prend la fuite, ce qui permet la formation d'un gouvernement d'alliance entre la droite nationale-libérale et l'extrême-droite. Celle-ci

organise la Garde nationale et la guerre de répression à l'Est.

**Les changements socio-économiques**  
Entre 1989 et 2013, la population de l'Ukraine est passée de 52 à 45 millions. Mortalité élevée, dégradation de la santé publique et émigration sont en cause. Alors que l'Ukraine s'était arrachée à une ancestrale misère, s'était bâtie une puissante industrie, tout en restant totalement dépendante au point de vue énergétique, en vingt ans, plus du tiers de la population est passée sous le seuil de pauvreté.

Comme plusieurs autres pays ex-soviétiques, l'Ukraine a connu une décennie d'effondrement et une autre de redressement de la croissance, qui a permis l'éclosion d'une classe dite « moyenne ». Un capitalisme de choc particulièrement corrompu a caractérisé les privatisations, accru les inégalités, provoqué l'enrichissement de quelques-uns et la paupérisation des masses populaires, et cela dans une féroce lutte de clans et sous une pression croissante du FMI.

Ces conditions sont sans doute le principal ingrédient de la colère qui s'est exprimée à Maïdan. S'y est greffé le rêve européen de certains, et la suspension de la procédure de signature de l'accord avec l'UE a été le déclencheur. De fait, un accord de libre-échange, assorti d'un programme d'assainissement et de privatisations fut dicté par le FMI. Un prêt estimé entre 14 et 18 milliards de \$ fut octroyé afin de débloquer d'autres crédits et conditionné à des mesures strictes d'austérité : prix du gaz augmenté de 50%, nombre de fonctionnaires réduit de 10%, salaires et retraites gelés, l'âge de départ à la retraite augmenté à 60 ans pour les femmes et 62 ans pour les hommes.

En décembre 2013, la Russie avait proposé un achat d'une partie de la dette de l'Ukraine, un rabais de 30% sur les prix du gaz et une relance de la coopération industrielle. Mais cette alternative vers laquelle se tournait Ianoukovitch a été balayée par l'insurrection et les contacts noués avec les États-Unis.

## Géopolitique et révision de l'histoire

La stratégie décrite par Z. Brzezins-

ki\*2 est à l'œuvre. Un immense réseau d'influences a été développé par des fondations américaines dont la fonction principale est de financer des ONG qui s'emploient à répandre les valeurs occidentales, ceci pendant que le réseau nationaliste s'emploie, lui, à réviser l'histoire, y compris dans les manuels scolaires. Les deux fondements idéologiques en sont la famine de 1932 surnommée « Holodomor » et la résistance nationaliste, notamment de Stepan Bandera.

Si la promotion d'un nationalisme ethnique répond aux aspirations galiciennes, le schéma binaire des « pro-européens » contre « pro-russes » résulte davantage du choix de Washington, Bruxelles et des média de présenter ce conflit comme une nouvelle guerre froide. Mais ces choix empêchent l'évolution vers une Ukraine viable, à savoir un État fédéral fondé sur un patriotisme politique plutôt qu'ethnique. Ceci éviterait de creuser le fossé entre l'Est et l'Ouest et restituerait à l'Ukraine son rôle de lien entre ces deux parties.

Début juin, les affrontements ont fait des centaines de morts... qui sont les effets d'une guerre qui n'aura pas lieu ou, au contraire, annoncent le début d'une guerre sanglante...

Le plan A pour l'Ukraine, celui des nationaux-libéraux de Kiev et du bloc occidental, est de l'amener à se rapprocher progressivement de l'UE et de l'OTAN. Ce qui amènerait des missiles et des troupes de l'OTAN aux frontières de la Russie. Chose que cette dernière n'acceptera jamais.

Le Plan B, celui de Moscou et des russophones, est d'écarter cette perspective d'une façon ou d'une autre. Soit les parties concernées se mettent à table pour concilier les intérêts occidentaux, russes et ukrainiens, afin que l'Ukraine garde son intégrité territoriale et son rôle de trait d'union. Soit la guerre pourrait facilement déborder et créer des tensions en Russie, en Pologne et dans les états baltes. L'enjeu géopolitique, industriel et humain n'est .../...

# PEUT-ON ESPÉRER UNE EUROPE QUI CONSTRUISE LA PAIX ?

.../...

pas négligeable.

L'Ukraine est donc un pays très convoité qui risque fort de rester déchiré.

Si cette synthèse vous interpelle, lisez le numéro de *Sentiers de la paix* et, pour encore mieux comprendre, lisez aussi la première partie : Une fiction belge en guise de Hors d'œuvre... *Un vrai délice !*

**Les deux premiers lecteurs qui nous en demandent le texte recevront un abonnement d'un an !**

Nous l'avons vu, les visées de l'OTAN contribuent à la déstabilisation de l'Ukraine. Or non seulement le siège de cette organisation est à Bruxelles, mais elle a une influence évidente sur certains choix fort peu austéritaires.

**Le budget d'austérité prévoit-il la commande de F-35... sinon rien ?\***

Vers 2015, la Belgique compte commander une vingtaine de F-35 pour remplacer, dès 2022, les 56 F-16 actuellement en service. Certains parlent même de 35 unités. Ce choix se fait en dehors de toutes commissions, ni celle des Affaires étrangères, ni celle de la Défense n'y prennent part. Même le Parlement n'est pas impliqué, et n'a pas jusqu'ici mis ce choix en cause. Qui, en définitive, décide de l'achat de ces F-35 ? Et qui en paiera le coût ?

Dans notre bonne presse, les estimations de celui-ci vont de 4 à 5 milliards jusqu'à 8 milliards d'euros. Selon le quotidien *De Tijd*, il se traiterait ainsi question de débloquer une enveloppe de 6 milliards d'euros

pour financer cette acquisition ainsi que les services associés. Ces sommes représenteraient au moins deux ans du budget total de la « Défense ». Que va devenir le personnel et les autres composantes de notre brillante « Armée » ?

De plus, et vu le peu d'avions que la Belgique pourrait se payer, seule la base de Kleine-Brogel sera équipée de ces avions car les installations et les bombes nucléaires y sont déjà présentes. Et l'on sait déjà que cet achat est lié à la question de la modernisation de ces ogives nucléaires américaines présentes sur le territoire belge. Manifestement, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Si pour Crembo, alias Piet De Crem, et Superdidier, alias Didier Reynders, c'est le F-35 sinon rien, pour nous ce sera « rien ».

[http://agirpouirlapaix.be/wp-content/uploads/SDLP\\_WEB.pdf](http://agirpouirlapaix.be/wp-content/uploads/SDLP_WEB.pdf)

\*Synthèse des dossiers parus dans le périodique trimestriel *Le sentier de la paix* N° 66 Juin 2014. « *Bichromie Ukrainienne* » Paul Delmotte. « *Ukraine-convoitée et déchirée* » Jean-Marie Chauvier.

\*2 Z. Brzezinskiy, *Le Grand Echiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Hachette, coll. Pluriel, 1997

\*3 Extraits de l'article de Thierry Delannoy paru dans *Le sentier de la paix* n° 65 de mars 2014.

## 4<sup>e</sup> TAX JUSTICE DAY

### le 19 juin 2014

**C**e jeudi 19 juin, le Financieel actie netwerk (FAN) et le Réseau pour la justice fiscale (RJF) ont remis un mémorandum fiscal à Koen GEENS, ministre des Finances en affaires courantes, ainsi qu'une tarte symbolisant l'injustice fiscale. En début de matinée, les militants des syndicats et associations membres du RJF et du FAN avaient rencontré le public des navetteurs et leur avaient distribué des dépliants dans une vingtaine de gares à travers le pays.

Par cette Action, le FAN et le RJF voulaient rappeler aux partis qui négocient la mise en place du futur gouvernement que l'austérité n'est pas une fatalité.

Ainsi, pour refinancer les services

publics, qui en ont bien besoin, pour lutter contre la pauvreté et les exclusions, pour rendre la fiscalité plus juste, une réforme fiscale est nécessaire.

Elle implique, notamment, la levée effective et complète du secret bancaire, la transparence sur les revenus du capital, l'instauration d'un impôt progressif sur les grosses fortunes, une réforme de l'impôt des sociétés en faveur des entreprises qui créent de vrais emplois chez nous et une lutte déterminée contre la fraude et l'évasion fiscales. Pour rappel, la « Tax Justice Day » est une réaction à la « Tax Freedom Day » de PwC. Pricewaterhouse Coopers, bureau international d'expertise comptable et de conseil fiscal, calcule chaque année la date

du Tax Freedom Day : le jour de l'année où le travailleur (ou l'entreprise) belge s'est acquitté de toutes ses obligations fiscales. L'idée est que ce n'est que le lendemain qu'il commence à travailler pour lui-même. Ainsi, PwC oppose le fait de travailler pour l'Etat et le fait de travailler pour soi-même comme si les dépenses publiques (enseignement, santé, routes,...), la protection sociale et les pensions n'apportaient rien au citoyen !

# UNE CRISE ÉCONOMIQUE QUI N'EN FINIT PAS

## Du théâtre pour le dire

***Théâtrons, actionnons, combattons, débattons, décortiquons, humorisons tout ce qui est humorisable, jouons, animons, réanimons, rions beaucoup, pleurons parfois, socio-culturellons, tentons de désexcluser à nous en donner le torticolis, tapons des mains, frappons des pieds, rencontrons, aimons, bref: utopions qu'on peut changer tout.***

***En racontant cette histoire...***

**N**os régions sont dramatiquement frappées par le chômage. Les fermetures d'entreprises, les délocalisations, les faillites ne se comptent plus depuis une trentaine d'années. Des mines qui avaient fait leur richesse, des usines qui avaient envahi leur paysage, ou même des faïenceries et des cristalleries qui avaient fait leur renommée, il ne reste rien. On démolit, on casse, on efface les souvenirs d'une prospérité qui ne reviendra pas. Sur les espaces à présents vides, on invente des esplanades, des fontaines, on plante des arbres. Ça et là, on installe de nouvelles entreprises, tellement "modernes" qu'il n'y a presque pas de place pour l'homme. Et l'homme, sur convocation, ravale son orgueil et s'en va présenter ses excuses à l'office national de l'emploi.

Chez nous, comme dans beaucoup d'autres endroits économiquement sinistrés d'Europe, les

jeunes cherchent comment ne pas penser à l'avenir. La plupart ne connaissent pas leur propre passé, leur histoire ouvrière, ils ne savent même pas qu'un syndicat n'est pas fait que pour le paiement des chômeurs.

Ils attendent.

Que quelque chose arrive.

Et en attendant que quelque chose arrive, qu'est-ce qu'on fait ?...

Et les matins d'élections, qu'est-ce qu'on choisit de glisser dans les urnes ?

Aujourd'hui, la réponse à cette question, «En attendant que quelque chose arrive, qu'est-ce qu'on fait?», est urgente.

Que chacun puisse envisager des réponses à ses questions. Ou peut-être changer ses questions...

Voilà : nous voudrions parler de cette société emportée vers sa déliquescence par un système économique à la dérive, charriant avec elle tous les acquis sociaux, tout repère moral, tout sens critique, toute solidarité, tout res-

pect de l'humain.

Un atelier théâtral où les participants pourraient se rejoindre, se nourrir l'un l'autre de leurs richesses respectives, rencontrer de nouvelles personnes, de nouvelles manières d'appréhender le monde où nous vivons, de nouvelles sensibilités créatrices.

Une création collective en prise directe avec la vie d'ici et maintenant, pour un public qui s'y reconnaît immédiatement, c'est ce que nous proposons à ceux qui voudraient tenter l'expérience. Nous débiterions au mois d'octobre (date à préciser)

### ***Alors, avis aux amateurs...***

Contactez nous par courriel (de préférence)

-mariannerathmes@hotmail.com

ou, si vous avez des questions à poser, par

- téléphone au 0497 44 95 81.

### ***Ce que l'on trouve notamment dans un processus de création***

(dans un ordre aléatoire, puisque dépendant des apports ou des questionnements des participants)

**Une réflexion:** à partir d'anecdotes et de faits de la propre vie des participants, tenter de les comprendre et de les replacer dans une réalité socio-économique et culturelle au travers d'une analyse systématique et rigoureuse, pour enfin en tirer la substance (donc le contenu et le sens du spectacle).

Lors de cette étape, il est nécessaire de faire appel à des intervenants extérieurs au groupe, spécialistes des matières abordées

(ici entre autres : économie, démocratie, Europe, sécurité sociale...)

**L'action:** à partir du travail précédent: comment chacun peut-il intervenir dans sa propre vie ou son propre milieu dans un processus d'évolution et/ou de changement (pour soi-même ou pour le spectateur, bien qu'il faille rester modeste à ce sujet...)

**La prise de parole:** donner aux participants un outil, la parole (ici théâtrale) soutenue par la pratique de l'analyse, et le droit (la nécessité) de s'en servir (pour faire du théâtre...).

**La création:** transposer une réalité pour la rendre théâtrale, donc l'interpréter, donc se dépasser soi-même parce que la nécessité de «dire» est urgente et incontournable, écrire un texte (dialogues, promotion, notes d'improvisation), mais aussi s'approprier la création et en prendre la responsabilité.



## NOTRE POISON QUOTIDIEN

### Petite synthèse du documentaire de Marie-Monique Robin

Josiane Marquet

**I**l y a 50 ans déjà, on dénonçait les produits chimiques entrant dans l'alimentation, les engrais, les pesticides, les additifs, les résidus d'emballages... À l'époque, on n'avait pas un grand recul pour calculer les conséquences possibles sur l'environnement et la santé.

La situation, grave déjà, était le produit de la 'révolution verte' prônée par les USA pour « reconstruire » l'Europe en ruine. Modèle, hélas, exporté depuis partout dans le monde !

Mais maintenant, avec le recul, quand on peut voir le résultat de cette agriculture productiviste sur les maladies chroniques, les cancers, les problèmes neurologiques...en particulier chez les agriculteurs, comment se fait-il que ce modèle ait pu perdurer aussi longtemps et soit aussi difficile à changer ?

Et cependant, les agriculteurs, premiers concernés eux-mêmes, ne veulent pas se reconnaître victimes, car ils veulent pouvoir travailler comme auparavant, avec des superficies de plus en plus grandes, des têtes de bétail de plus en plus nombreuses et toujours plus de produits phytosanitaires, le tout largement subventionné par la PAC, sans se rendre compte qu'ils sont les jouets d'un système instauré par et pour le plus grand profit des multinationales de l'agroalimentaire.

Or, certaines maladies peuvent maintenant être reconnues comme maladies professionnelles, telles les maladies du sang, les cancers du cerveau, de la prostate, de la peau et les maladies neurobiologiques.

Bien entendu, les firmes se défendent de tout lien de cause à effet, leurs études sur les pesticides, par exemple, n'étant pas rendues publiques et les études indépendantes étant souvent discréditées d'une façon ou d'une autre.

Et au sein même de l'EFSA ('autorité européenne pour la sécurité alimentaire) et du JMPR (comité mixte FAO-OMS sur les résidus de pesticides), tous, selon Marie-Monique Robin doivent respecter une clause de confidentialité. De plus, c'est l'industrie elle-même qui fournit les données au JMPR.

On y parle de DJA, dose admissible journalière, c'est à dire que l'on peut ingérer quotidiennement en petite quantité tout au long de sa vie, et ceci sans se poser la question de savoir quelles peuvent être les différences entre une exposition courte mais forte et une exposition chronique à de faibles doses. Et que dire, si on oublie de prendre en considération les mélanges de divers produits !

Aucun de ces comparatifs n'est étudié ou rendu public.

Parlons maintenant des additifs alimentaires !

Là aussi, on se focalise sur la DJA, mais ce sont des études publiées

par les fabricants eux-mêmes !

On pense surtout aux dangers de l'aspartame (E951) et des glutamates qui provoquent eux des dégâts cérébraux.

Nous rencontrons encore bien d'autres soucis. Notamment avec les emballages plastiques (le plastique n'étant pas un corps inerte !), les nonylphénols, le distillène, le bisphénol A, les PCB, le téflon...tous, en plus d'être des poisons pour l'environnement, sont des perturbateurs endocriniens.

Et pour contrer ces dangers, que font nos élus ? Que fait l'Europe ?

Pas grand-chose, il faut évidemment compter avec le pouvoir des puissants lobbys de l'agroalimentaire et de la chimie, au « pantouflage » régulier entre les mondes politiques et industriels, et donc aux conflits d'intérêt... voire à la corruption !! Pensons simplement à l'EFSA, où la plupart des experts ont des relations ou travaillent carrément en sus pour l'industrie !

A partir de ce constat, nous nous rendons compte qu'il faudra beaucoup de temps et de volontés diverses pour changer le cours des choses. Comptons sur des documentaires bien fournis tels ceux de Marie-Monique Robin et autres lanceurs d'alerte pour nous éclairer. Quant à nous, efforçons-nous de déchiffrer les étiquettes et de chercher à savoir où demander des comptes.

## MAUVAIS GENRE OU FÉMINISME ?

Émilie Koch

**D'**accord, les plus jeunes d'entre nous n'ont pas brûlé leur soutien-gorge, certaines ont toujours su qu'elles allaient voter, d'autres sont nées en sachant qu'elles pouvaient décider de quand elles voudraient un enfant, elles savaient qu'en cas d'urgence, elles pouvaient avorter, sans justifier leur acte à qui que ce soit. Certaines se sont battues pour pouvoir faire des études, elles ont brigué les mêmes postes que les garçons, elles n'ont jamais pensé qu'elles conduisaient moins bien parce qu'elles étaient des femmes, ni qu'elles étaient nées pour faire des enfants,... Pour certaines, nos

victoires constituent encore des combats quotidiens, pour d'autres, ces droits qui semblent acquis sont toujours un sujet à réflexion, pour d'autres encore, le XXI<sup>e</sup> siècle semble signer une régression des droits des femmes ici et ailleurs.

Il y a quelques années, Attac s'était déjà posé la question de la place des femmes dans notre société capitaliste. En 2014, Attac remet le couvert et voudrait s'interroger, avec ses militant.e.s, sur la position des femmes aujourd'hui, élaborer une réflexion ensemble, inviter les intervenant.e.s qu'on a envie d'entendre, voire même agir avec vous,...

La première rencontre se déroulera au **Beau-Mur, le mardi 14 octobre, à 19h30**. Ce rendez-vous est ouvert à toutes et tous, certainement pas exclusivement réservé aux femmes car une réflexion intelligente s'élabore sans distinction ! Les rencontres envisagées ensemble prendront l'orientation qu'on voudra leur donner : toutes les idées et projets sont les bienvenus.

Alors qu'aujourd'hui d'aucuns (ou d'aucunes) parlent de préférence de *gender mainstreaming* ou de plafond de verre, le féminisme, ce n'est plus un gros mot. Il n'y a pas de mauvais genre !

# LE POUVOIR EXORBITANT DES AGENCES DE NOTATION

Englebert Renier

**I**mpliquées dans la crise des subprimes en 2007 et surtout dans celle de la dette souveraine en 2010, les agences de notation financière, presque inconnues hier encore du grand public, occupent aujourd'hui le devant de la scène politique et médiatique.

## Quelles sont-elles ? Que font-elles ? Et à quoi servent-elles ?

Les agences de notation, sociétés privées à but lucratif, surveillent et analysent la santé financière, non seulement des entreprises, compagnies d'assurances et banques d'affaires, mais aussi des États, collectivités autonomes et organismes publics, afin de déterminer dans quelle mesure ces différentes institutions peuvent à la fois éponger leurs dettes et réduire leurs déficits.

Elle ont mission d'évaluer la solvabilité des emprunteurs et la fiabilité des crédits offerts par les prêteurs. Il s'ensuit que leurs clients sont nécessairement, soit les prêteurs, soucieux de se faire rembourser le capital et l'intérêt des crédits qu'ils consentent, soit les emprunteurs eux-mêmes, préoccupés de se voir allouer des crédits sûrs et avantageux.

Leur actionnariat, formé avant tout de puissantes organisations finan-

cières privées, les amène parfois à être juge et partie. Ceci les expose à de nombreuses dérives : conflits d'intérêt, délits d'initié, spéculation, corruption...

Elles expriment leurs appréciations avec des notes qui vont de « triple A » à C ou D, conformément aux lignes essentielles du dispositif signalétique inventé voici une bonne centaine d'années par le journaliste états-unien John Moody (1868-1958), spécialisé dans l'analyse financière.

Bien que le problème de la solvabilité des emprunteurs remonte aux temps reculés des plus anciens prêts, les prémices de la notation financière ne sont apparues qu'au XIX<sup>e</sup> siècle et il fallut attendre le début du XX<sup>e</sup> pour voir naître les premières agences vouées à cette activité.

De nos jours, on dénombre cent cinquante agences de notation à travers le monde. Mais, seules trois d'entre elles se partagent la quasi-totalité du marché mondial de la notation. Ce sont, par ordre d'ancienneté, Moody's, Fitch, Standard & Poor's, respectivement créées en 1909, 1913 et 1941.

Les autres agences, beaucoup plus petites, n'opèrent que dans des niches sectorielles ou régionales.

Parmi les notes qu'elles attribuent, la meilleure possible est le « triple A » qui permet d'emprunter aux taux les plus favorables sur les marchés financiers.

Pour obtenir la note « AAA », un pays doit satisfaire à trois conditions simultanées : être « bien » gouverné, avoir peu de dettes et témoigner d'une croissance économique. Sinon il est rétrogradé, ce qui provoque la défiance des marchés et risque d'alourdir le coût de ses emprunts.

Depuis la récession des années 1970, l'endettement croissant des États, la financiarisation exponentielle de l'économie, la volonté décuplée des multinationales de s'approprier les richesses du patrimoine public, la progression spectaculaire de la doxa néolibérale soutenue et promue par les communautés économiques supranationales, ont propulsé les trois principales agences que sont Moody's, Fitch, Standard & Poor's au rang de régulatrices mondiales du crédit.

Dans ce rôle, les agences de notation destinent leurs bonnes notes aux politiques de libéralisation économique, de déréglementation des marchés et de privatisation des services publics. Au point qu'elles

Dessin de Siki | ledessindulundi.net



## LE POUVOIR EXORBITANT DES AGENCES DE NOTATION

téloguident les plans gouvernementaux d'assainissement budgétaire, tout comme le FMI monnaie ses prêts en « programmes d'ajustement structurel » : elles pilotent à distance les gouvernements qui, pour s'attirer la faveur des investisseurs, s'emploient à conserver ou à récupérer le précieux « triple A » en programmant des politiques d'austérité.

Ainsi exercent-elles sur les États et les collectivités locales un véritable pouvoir normatif de portée politique : pouvoir qui, au nom de la « bonne gouvernance », engage nos dirigeants à sacrifier le bien-être des populations et dès lors à susciter d'innombrables drames et conflits sociaux.

Tels sont les fruits toujours plus amers produits par la toute-puissance politico-financière concédée aux forces privées du marché. Telle

est l'impasse dans laquelle le libéralisme triomphant nous a fourvoyés. Que les autorités publiques, enfermées dans l'économie de marché, s'en remettent au jugement d'acteurs privés et mercantiles, voilà qui soulève une grave question de démocratie et de justice sociale.

Question dont la solution ne pourra venir que des États, seuls pouvoirs légitimes de la puissance publique. Mais ceux-ci, empêtrés dans la toile qu'ils ont tissée sous la pression et au bénéfice du privé, sauront-ils encore obliger les agences de notation à rentrer dans le rang ? Ou faudra-t-il attendre que les peuples excédés s'en chargent ?

### Références

Olivier Bonfond, Que faire avec les agences de notation ?, document publié par le Centre d'Éducation Populaire Anré Genot (CEPAG), juin 2012, 22 pp.

Bruno Colmant (dir), Benoit Frydman, Grégory Lewkowicz, Kim Oosterlinck, Les agences de notation financière – Entre marchés et États, Bruxelles, Editions Larcier, 2013, 222 pp.

Xavier Dupret, Agences de notation et corruption, GRESEA, 2012, 4 pp.

Enquête sur les agences de notation, in Libération, quotidien, Paris, 12 août 2011, 1ère édition, n° 9408, pp. 2-7.

Marc Ladreit de Lacharrière, Le droit de noter – Les agences de notation face à la crise, Paris, Grasset, 2012, 185 pp.

Bruno Poncelet, Europe : une biographie non autorisée – De la « paix américaine » à la « civilisation poubelle », Bruxelles, Editions Aden, pp. 226-574.

Michel Verbiest, Les agences de notation, texte inédit d'une conférence donnée au Léonardo da Vinci le 14 décembre 2013, 16 pp.

## BIBLIOTHÈQUE ATTAC : DU NOUVEAU

**C**et été, Attac-Liège a mis de l'ordre dans ses étagères pour mettre à la disposition du public les ouvrages de référence lus, conseillés et utilisés par ses bénévoles depuis plusieurs années.

Dans notre nouvelle bibliothèque politique et engagée, nous vous proposons une sélection de plus de 200 livres et périodiques sur les thèmes de la crise, les banques, les alternatives de société, la fiscalité, des analyses économiques, le développement durable,...

À titre d'exemple, voici quelques-uns des ouvrages que nous vous proposons : *Tous pouvoirs confondus*,

*Etat, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation* de Geoffrey Geuens, qui interviendra le 13 décembre à Seraing ; *AAA, Audit Annulation Autre politique, Crise de la dette : la seule façon de s'en sortir* de Damien Millet et Éric Toussaint, ce dernier interviendra dans le cadre de la Foire du livre politique, le 9 novembre pour Attac et le CADTM ; *Mise à nu des marchés financiers, les dessous de la globalisation* d'Arnaud Zacharie et Jean-Pierre Avermaete ; *La dette cachée de l'économie, le scandale planétaire*, de Renaud Duterme et Eric de Ruest, ce dernier interviendra aussi pour Attac-Liège le 9 octobre dans le cadre de la Fureur

de lire ; *Sortir de la société de consommation* de Serge Latouche (annoncé le 1<sup>er</sup> octobre par le MpOC).

Ces quelques titres ne sont qu'un échantillon des livres que vous pourrez trouver dans nos rayonnages ! Si vous voulez consulter ou emprunter un de nos ouvrages, la bibliothèque d'Attac ouvrira ses portes le mercredi 10 septembre à 13h.

Ensuite, **la bibliothèque est ouverte au public chaque mercredi de 13h à 17h** dans les bureaux d'Attac-Liège, rue du Beau-Mur 48.

info@liege.attac.be;  
04/349.19.02

## SAUVER LA MAISON D'ÉDITION ADEN

### **Ne laissons pas gagner un système qui détruit le livre !**

15 ans et un catalogue de titres qui contribuent à y voir plus clair : Noam Chomsky, Marco Van Hees, Éric Toussaint, Geoffrey Geuens, Jean Bricmont, Henri Houben...

'Il n'est pas envisageable de laisser ce formidable outil d'émancipation intellectuel sombrer. Impossible pour nous d'imaginer ce catalogue composé de la belle énergie de nos auteurs et de plus de 200 titres finir au pilon. Il est des patrimoines qui ne peuvent disparaître sans que ce soit une perte pour tous.'

D'où l'appel à des dons qui permettraient de reprendre le catalogue sur le compte de l'ASBL JOLI MAI : IBAN : BE58068895053379

<http://www.aden.be/>

# L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)



**lundi 1<sup>er</sup> septembre, 19h30\***

Réunion du groupe de coordination

**samedi 6 et dimanche 7 septembre, de 11 à 17 h**

Retrouvailles au parc d'Avroy

**mercredi 10 septembre, 13 à 17 (et tous les mercredis après-midi par la suite)\*.**

Ouverture d'un petit centre de documentation

**mercredi 10 septembre, 19h30\***

Réunion de préparation de Tempo Color

**jeudi 25 septembre, 20 h**

Ciné-débat à partir du film *La gueule de l'emploi*, débat autour de précarité, chômage avec Mateo Alaluf, à l'espace Duesberg, Gérardchamp, Verviers

**samedi 27 septembre, 11-18 h**

Animation place Saint-Lambert dans le cadre de Tempo Color sur le thème de l'accès à l'eau

**mercredi 1<sup>er</sup> octobre, 19h**

Conférence de Serge Latouche, *Construire l'avenir avant ou après l'effondrement*, organisée par le mpOC et les Amis de la Terre et en collaboration avec ATTAC-Liège Amphi de zoologie, quai Van Beneden 22

**lundi 6 octobre, 19h30\*.**

Réunion du groupe de coordination

**mercredi 8 octobre, 19h30\***

Exposé-débat d'Éric De Ruest sur le livre dont il est co-auteur avec Renaud Dutermie, *La dette cachée de l'économie* (dans le cadre de la Fureur de lire)

**mardi 14 octobre, 19h30\***

Réunion d'un groupe **Genre** sous l'impulsion d'Émilie Koch

**lundi 13 octobre, 19h**

Groupe de réflexion sur des questions sociales et économiques (avec Broc et Vicky), à Verviers (Défi-Vesdre)

**jeudi 16 octobre,**

Journée de la souveraineté alimentaire

**lundi 20 octobre, 19h30\***

formation *L'argent c'est quoi ?*, avec Vicky Goossens

**mardi 21 octobre, 19h30\***

Ciné-débat à partir du film *Fascisme SA* avec un intervenant des Territoires de la mémoire

**jeudi 23 octobre, 19h30\***

Formation sur les Services publics, avec Englebert Renier

**samedi 25 octobre, 10-13**

Ciné-débat à partir du film *Le grand retournement*, avec Renaud Vivien, du CADTM, au Leonardo Da Vinci, Seraing

**lundi 3 novembre, 19h30\***

Réunion du groupe de coordination

**dimanche 9 novembre, 15 h**

Exposé-débat d'Éric Toussaint sur son ouvrage *Banocratie* (avec le CADTM) dans le cadre de la Foire du livre politique, Cité miroir, place Xavier Neujean.

**mercredi 12 novembre, 19h30\*.**

Réunion d'un groupe **Genre** sous l'impulsion d'Émilie Koch

**jeudi 13 novembre, 19h30.**

Cycle *spéculation alimentaire*, Salle Art. 23, pl. E. Dupont

**lundi 17 novembre, 19h30\***

Formation *'L'argent c'est quoi ?'*, avec Vicky Goossens

**jeudi 20 novembre, 19h30\***

Formation sur les Services publics, avec Englebert Renier

**samedi 22 novembre, 10-13**

Débat sur le TSCG et les accords transatlantiques avec Bruno Poncelet, Didier Brissa et Olivier Bonfond, au Leonardo Da Vinci, Seraing

**lundi 1<sup>er</sup> décembre\*.**

Réunion du groupe de coordination

**mardi 2 décembre, 19h30 \***

Ciné-débat sur le thème travail et précarité à partir du film *La gueule de l'emploi*, avec Mateo Alaluf

**mardi 9 décembre, 19h30\***

Réunion d'un groupe **Genre** sous l'impulsion d'Émilie Koch

**jeudi 11 décembre, 19h30**

Cycle *'Spéculation alimentaire'*, Salle Art. 23, pl. E. Dupont

**samedi 13 décembre, 10h à 13h**

*Médias et mots du pouvoir*, débat avec Geoffrey Geuens, au Leonardo Da Vinci, Seraing

\* Centre du Beau-Mur, 48 rue du Beau-Mur, 4030 Liège

En partenariat avec la «Coordination Femmes Ourthe-Amblève» qui se réunit au foyer culturel de Sprimont, Attac Liège organisera un séminaire de 3 séances de 3 heures sur le thème : *femmes et travail, d'octobre à décembre. Dates et heures suivront dans nos agendas respectifs.*

## Autre agenda

**Samedi 13 septembre, 10-12,**

Conférence de **Pablo Servigne**, agronome et docteur en sciences, rapporteur pour le Parlement Européen, auteur de *Nourrir l'Europe en temps de crise, 'Europe : vers la catastrophe alimentaire ?'*, cycle 'Sonnez les Matines', Point Culture, Îlot Saint Michel

**Samedi et dimanche 13 et 14 septembre,**

Rencontres du CADTM, La Marlagne, Namur, inscription [cadtm.org](http://cadtm.org)

**Samedi 11 octobre, 10-12,**

conférence de **François Leclerc** sur deux "Grandes Pertitions" : la Grande Pertition économique et la Grande Pertition nucléaire, notamment en référence à Fukushima, cycle 'Sonnez les Matines', Point Culture, Îlot Saint Michel

**lundi 13 octobre, 20h**

*Maigret enquête sur la dette 1/4* (perquisition au siège de la banque mondiale et du FMI), L'Aquilone, 25 bd Saucy

**Samedi 8 novembre, 10-12,**

conférence de **Paul Jorion**, cycle 'Sonnez les Matines', Point Culture, Îlot Saint Michel

**lundi 10 novembre, 20h**

*Maigret enquête sur la dette 2/4* (le fantôme des origines de la dette), L'Aquilone, 25 bd Saucy